

Stratification et classes sociales à Montréal, 1991-2011

Simon Langlois

Numéro 70, 2016

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1038749ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1038749ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions La Liberté
La Société des Dix

ISSN

0575-089X (imprimé)
1920-437X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Langlois, S. (2016). Stratification et classes sociales à Montréal, 1991-2011. *Les Cahiers des dix*, (70), 237–265. <https://doi.org/10.7202/1038749ar>

Résumé de l'article

La structure sociale de la ville de Montréal est typique de la modernité avancée. Nous analysons la mutation macrosociale qui l'a complètement transformée, d'abord visible dans la croissance des effectifs aux échelons élevés de la hiérarchie sociale devenus plus diversifiés. La taille de la classe ouvrière a rétréci et de nouvelles classes ont augmenté leurs effectifs, notamment chez les techniciens et les professionnels. Les femmes en emploi sont aussi nombreuses que les hommes et elles ne sont plus concentrées dans des secteurs féminisés. Elles ont accentué leur présence dans tous les échelons, sauf chez les cadres supérieurs où elles sont encore sous représentées. Les clivages linguistiques (anglais-français) qui ont caractérisé la stratification sociale montréalaise par le passé sont disparus, mais la ville en conserve quelques traces puisque les anglophones sont encore davantage surreprésentés au sein des cadres supérieurs. Ces clivages anciens ont cédé la place à une nouvelle forme de différenciation sociale selon l'origine ethnique. Nous montrons enfin que la stratification sociale de la ville de Québec s'est beaucoup rapprochée de celle de Montréal, les deux grandes villes se distinguant du reste de la société québécoise.

Stratification et classes sociales à Montréal, 1991-2011

SIMON LANGLOIS

En hommage à Guy Rocher

Je souhaite des études plus nombreuses des milieux de travail, soit à partir d'occupations individuelles soit à partir de secteurs d'activités industrielles.

Si la sociologie ne veut pas perdre contact avec le monde qui s'élabore rapidement autour de nous, elle doit plonger à fond dans l'analyse des transformations qui s'opèrent dans ces milieux.

Guy Rocher, 1962

La stratification sociale de la ville de Montréal est typique de la modernité avancée et les classes sociales de la métropole ont profondément changé dans la deuxième moitié du XX^e siècle¹. La classe ouvrière n'y occupe plus une place centrale alors qu'une grande variété d'emplois et de professions caractéristiques de l'ère postindustrielle est apparue, exigeant un diplôme acquis dans le système d'enseignement postsecondaire largement développé dans la ville.

Les travaux des sociologues sur la stratification sociale portent presque toujours sur les sociétés globales et adoptent une perspective macrosociologique.

-
1. Cette contribution s'inscrit en continuité avec la publication suivante qui portait sur la société québécoise : Simon Langlois, « La nouvelle stratification sociale de la société québécoise, 1971 à 2011 », *Les Cahiers des Dix*, n° 69 (2015), p. 341-370. On y trouvera une présentation détaillée des éléments conceptuels et méthodologiques sur notre analyse de la stratification sociale.

Plus rares sont les recherches qui ont pris spécifiquement comme objet la structure sociale d'un grand milieu urbain. Or, les villes contemporaines sont des milieux dans lesquels les statuts sociaux et les rapports de classes changent le plus rapidement, entraînant le reste de la société. Par leur taille, elles sont de véritables laboratoires pour l'étude de la stratification sociale. Sur ce plan, Montréal présente des particularités uniques. La présence d'une importante minorité anglophone soulève la question des différences linguistiques au sein des classes sociales. Les «classes sociales ethniques» diagnostiquées par Jacques Dofny et Marcel Rioux dans un article classique paru en 1962 persistent-elles²? Cette approche conceptuelle originale guidera une partie de nos analyses. Par ailleurs, Montréal est une ville très diversifiée sur le plan ethnique (au sens contemporain du terme) parce qu'une grande majorité des immigrants québécois s'y sont installés, ce qui en fait un milieu privilégié pour y étudier la stratification sociale selon l'origine culturelle et ethnique. C'est là aussi un angle nouveau qui s'impose dans les travaux sur cette question partout dans le monde développé.

Nous rappellerons d'abord quelques éléments conceptuels et méthodologiques sur les strates et les classes sociales. Nous cernerons ensuite les mutations contemporaines de la stratification sociale de Montréal. Suivra une analyse de la stratification selon trois dimensions sociologiques, soit le sexe, la langue et l'origine ethnique des personnes actives. Enfin, une comparaison entre Montréal, Québec et les régions fera ressortir la spécificité de la plus grande région urbaine, mais aussi les ressemblances entre les différents milieux de la société québécoise essentielles à la cohésion sociale.

Approches des classes sociales

Deux perspectives fondatrices ont inspiré les recherches sur la stratification sociale, l'approche marxiste et celle s'appuyant sur les travaux de Max Weber. La tradition marxiste considère que les classes sociales sont des collectifs structurés regroupant les travailleurs à partir de leur position dans le système de production – être propriétaires des moyens de production ou encore être dans l'obligation de vendre sa force de travail –, mais cette tradition d'analyse distingue aussi différentes classes à partir du revenu dont disposent les individus, soit les revenus de rentes, les profits pour les propriétaires et enfin, les salaires pour les ouvriers et les employés. Max Weber de son côté définit les classes comme des groupements d'individus qui partagent un certain nombre de caractéristiques qu'il définit à partir de trois dimensions, soit le prestige de l'emploi, le revenu et le pouvoir.

2. JACQUES DOFNY ET MARCEL RIOUX, « Les classes sociales au Canada français », *Revue française de sociologie*, n° 3, 1962, p. 290-300.

L'idée centrale dans l'approche de Weber est celle des « chances devant la vie », inégalement distribuées, d'où l'existence de hiérarchies sociales et de statuts sociaux qui situent les individus sur un continuum, alors que Marx voit les classes sociales comme étant en conflit et animées par la conscience collective que ses membres ont de leurs intérêts divergents.

Maurice Halbwachs a proposé une approche théorique qui puise dans ces deux traditions de recherche. Il a avancé une distinction classique entre les personnes qui exercent des métiers manuels et transforment la matière (ouvriers, conducteurs, cultivateurs, etc.) et les personnes qui exercent des métiers non manuels et dont le travail exige l'implication dans des relations humaines au sens large (cadres, employés de bureau, employés dans le commerce, employés dans les services aux personnes, etc.). L'analyse d'Halbwachs porte sur les caractéristiques des individus, mais il les situe aussi dans le système de production. Pour lui, les rapports entretenus avec la matière chez les ouvriers et l'implication dans des relations sociales chez les employés structurent des représentations différentes de la place occupée dans le système de stratification. La distinction classique entre cols bleus et cols blancs s'impose et la perspective d'Halbwachs s'avère pertinente notamment parce que le travail s'est largement dématérialisé dans les sociétés avancées.

Mais le monde a profondément changé depuis le XIX^e siècle. Les classes sociales sont devenues au fil du temps hétérogènes et complexes. Ainsi, le pouvoir n'est plus aussi étroitement associé à la propriété des moyens de production et il est de plus en plus lié à la place occupée dans les organisations. Les hauts dirigeants des grandes sociétés tant privées que publiques ne sont pas dans la grande majorité des cas propriétaires des sociétés qu'ils gèrent. Par ailleurs, les rapports de genre sont apparus avec l'arrivée massive des femmes en emploi, une dimension devenue incontournable. L'enrichissement collectif et individuel, l'urbanisation et l'accès à la consommation marchande élargie ont brouillé les signes extérieurs d'appartenance de classe qui étaient fortement différenciés dans la société industrielle avant la Seconde Guerre mondiale. Il en va de même pour le travail salarié des femmes, dont l'apport a brouillé les cartes de l'appartenance de classe. Les classes sociales ne sont plus en effet des communautés de vie relativement homogènes comme lors des premières phases d'industrialisation qui ont donné naissance aux quartiers ouvriers d'autrefois comme Saint-Henri ou Pointe-Saint-Charles à Montréal ni des communautés d'action comme au temps des grandes grèves ouvrières du début et du milieu du XX^e siècle³.

3. Pour plus de détails, voir SIMON LANGLOIS, « Empirical studies on social stratification in Quebec and Canada », dans: YANNICK LEMEL ET HEINZ-HERBERT NOLL, *Changing Structures of Inequality: A Comparative Perspective*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2002, p. 75-116.

Notre manière de définir les classes sociales s'inspirera des deux perspectives fondatrices. Il nous paraît cependant nécessaire de prendre en compte une variable nouvelle – incontournable dans la modernité avancée – qui n'était pas très discriminante à l'époque de Karl Marx ou de Max Weber : l'éducation. Le développement du système scolaire et la diplomation d'un nombre élevé de personnes nous forcent en effet à revoir la manière de définir les classes sociales et elle nous amène à privilégier l'approche weberienne, tout en reconnaissant à la suite d'Halbwachs que des représentations sociales partagées se développent spécifiquement au sein de chaque classe sociale, ce que les marxistes nommaient de leur côté la conscience de classe.

La nomenclature canadienne des occupations et des professions comprend plusieurs centaines de titres différents et elle a été revue en profondeur lors du recensement de 1991 afin de mieux refléter la nouvelle réalité du travail au sein d'une société avancée, notamment dans les secteurs techniques et informatiques et dans ceux de la culture, de la gestion et de l'administration. Les données analysées proviennent du Recensement canadien de 1991 et de l'*Enquête nationale auprès des ménages* de Statistique Canada qui a remplacé le recensement de 2011.

Afin d'opérationnaliser la mesure de la position sociale, nous distinguerons neuf grandes strates ou classes sociales. Nous employons indifféremment les deux termes, car les propriétés qui les définissent font appel aux deux traditions d'analyse présentées plus haut, soit le caractère manuel ou non du travail, la qualification de l'emploi, le pouvoir, le prestige, le revenu et l'éducation. Comme cette contribution porte sur la ville de Montréal, nous avons éliminé la strate sociale des agriculteurs et pêcheurs, présente dans nos analyses précédentes portant sur l'ensemble du Québec. La raison est évidente puisque les emplois dans ce domaine d'activité sont marginaux dans le milieu montréalais. Les personnes, peu nombreuses dans la région montréalaise, qui se retrouveraient normalement dans cette strate sociale (jardiniers, ouvriers dans les pépinières, etc.) seront considérées comme faisant partie de la classe ouvrière. Les neuf strates sociales sont les suivantes :

1. Cadres supérieurs ;
2. Cadres intermédiaires et directeurs ;
3. Professions libérales et autres ;
4. Professions intermédiaires ;
5. Techniciens ;
6. Employés de bureau ;
7. Employés dans la vente ;

8. Employés dans les services ;

9. Ouvriers et cols bleus.

Par ailleurs, nous distinguerons à l'occasion au sein de ces strates ou classes sociales un certain nombre de catégories socioprofessionnelles – par exemple les enseignants, les infirmières ou encore les ouvriers du bâtiment – qui s'avèrent pertinentes notamment pour étudier les rapports de genre. Cependant, l'espace limité nous empêchera de pousser très loin l'analyse par catégories. L'accent est plutôt mis dans cette contribution sur les grandes caractéristiques de la structure sociale dans son ensemble.

Il importe par ailleurs de bien délimiter la population étudiée. Les limites de la ville de Montréal ont maintes fois changé sur l'île où elle se trouve depuis 1642. Au fil des années, Montréal est devenue le centre d'un vaste espace urbain qui s'étend en dehors de l'île et regroupe plusieurs villes en étroite interdépendance. La ville centre et les banlieues proches forment en fait un seul tout dont les éléments sont en interaction sur les plans du travail, de la consommation, de la vie quotidienne et de la sociabilité. Ce grand espace urbain constitue pour les spécialistes la région Métropolitaine de Recensement de Montréal (ci-après, la RMR). Celle-ci compte 4,1 millions d'habitants, soit 51 % de la population du Québec. Les deux tiers de ses habitants se retrouvent dans trois grandes villes, Montréal, Laval et Longueuil. Le territoire de la RMR s'étend sur la rive nord du fleuve Saint-Laurent jusqu'à Saint-Jérôme. Statistique Canada précise que «le territoire de juridiction de la Communauté métropolitaine de Montréal regroupe, à quelques exceptions près, les mêmes municipalités que celle de la région métropolitaine de recensement, avec certaines exceptions», notamment quelques petites villes au sud de Longueuil. Dans les pages qui suivent, nous parlerons indistinctement de Montréal et de la RMR de Montréal pour désigner notre unité d'analyse.

La modernité avancée de Montréal

La stratification sociale de la RMR de Montréal présente les traits d'une société postindustrielle et d'une société inscrite dans la modernité avancée, à distance de la stratification typique de la société industrielle d'autrefois au sein de laquelle dominaient les emplois du monde ouvrier. (Tableau 1).

TABLEAU I

**Distribution des personnes actives dans les strates sociales selon l'année,
1991 et 2011, RMR de Montréal**

Strates sociales	RMR de Montréal	
	1991	2011
Cadres supérieurs	2,0	2,4
Cadres intermédiaires et directeurs	3,2	3,2
Professionnels	6,7	9,8
Professionnels intermédiaires	6,4	8,5
Techniciens	12,1	18,0
Employés de bureau	18,0	12,1
Employés dans les ventes	14,8	15,2
Employés dans les services	12,4	13,1
Ouvriers, cols bleus, agriculteurs et pêcheurs	24,4	17,7
Total	100	100
	%	
	N	
	1 667 115	1 897 170

L'économie du savoir

La structure sociale de Montréal reflète d'abord l'économie du savoir. En effet, environ 44% des emplois qui se trouvent dans les cinq premières strates sociales que nous avons dégagées exigent un diplôme postsecondaire (collégial ou universitaire). C'est le cas pour les cadres supérieurs, les cadres intermédiaires, les professionnels, les professions intermédiaires et les techniciens. La croissance des effectifs dans ces cinq grandes strates sociales a été rendue possible par le développement considérable du système d'éducation québécois. Plus on monte au sein de la hiérarchie des strates, plus le diplôme prend de l'importance. Ainsi, l'accès à la strate des techniciens exige un diplôme d'études collégiales dans la majorité des cas alors que le diplôme universitaire est généralement requis pour les membres des professions intermédiaires, pour les professions libérales et autres ainsi que pour les cadres intermédiaires et supérieurs.

Lorsque les individus acquièrent un diplôme universitaire, ils peuvent ensuite créer un emploi ou occuper un poste supérieur qui ne leur aurait pas été accessible autrement. La démocratisation de la fréquentation scolaire a joué un rôle important en favorisant la mobilité sociale ascendante d'un grand nombre de fils et de filles d'origines modestes. Donnons un exemple. La création de la Caisse de dépôt et placement du Québec dans les années 1960 a ouvert de nouvelles possibilités de carrière à des techniciens en administration, à divers types de professionnels (en finances, en droit, en comptabilité, en gestion, etc.) et à de hauts dirigeants grâce à leurs diplômes. De même, la mise en place de cette institution et sa croissance

ont été rendues possibles par le développement du système d'éducation québécois qui a produit les diplômés requis.

La deuxième observation que nous tirons de ces données est en lien avec l'avènement d'une nouvelle hiérarchie organisationnelle au sein de la société québécoise. La croissance des organisations est en effet un trait typique de la modernité avancée. Bien entendu, celles-ci sont nées dès le XIX^e siècle et Max Weber avait déjà bien perçu qu'elles occuperaient une place de plus en plus centrale dans l'économie et le système social. C'est le cas au Québec comme en témoignent la forte croissance des appareils de l'État, la création des universités et collèges, la mise en place des hôpitaux, la montée des banques et des diverses institutions financières, le développement des grandes sociétés privées (CGI, Bombardier, etc.) et para publiques (Hydro-Québec, etc.), les grandes coopératives, l'extension de la fonction publique dans les villes ou encore les industries culturelles (médias, le Cirque du Soleil, etc.).

Les grandes organisations n'existeraient pas sans l'apport des connaissances des diplômés qui y travaillent. Les types d'emplois se sont multipliés au sein des organisations qui continuent d'engager des employés et des travailleurs manuels, certes, mais aussi un nombre toujours croissant de cadres moyens, de gestionnaires, de techniciens, de nouveaux professionnels sans oublier les hauts dirigeants. La montée de la bureaucratie et des organisations a ainsi contribué à la mutation macrosociale des classes et des statuts sociaux.

Examinons de plus près les données sur Montréal. La strate des cadres supérieurs comprend les dirigeants des grandes entreprises, les élus au sein des parlements, les hauts cadres administratifs, les propriétaires de grandes entreprises, etc. On peut estimer à environ 45 000 le nombre de cadres supérieurs (dont 27,4 % de femmes) et cette classe représente 2,4 % du total des personnes actives en 2011 contre 2 % vingt ans plus tôt.

La strate des cadres intermédiaires est numériquement plus importante, avec 3,2 % du total des positions sociales, soit 66 345 personnes. La part des femmes est plus élevée dans cette strate avec 45,3 % du total et elles sont plus proches de la parité avec les hommes aux échelons intermédiaires des organisations, mais nous analyserons plus en détail les rapports de genre dans la section suivante. Cette strate sociale comprend les directeurs de services dans les entreprises privées et les différents appareils étatiques, les administrateurs ou encore les propriétaires et chefs d'entreprises de taille moyenne. En regroupant les deux premières strates, on observe que 5,6 % des personnes actives à Montréal sont impliquées dans la gestion et l'encadrement à un niveau élevé de responsabilité.

La troisième strate sociale analysée regroupe tous les professionnels et son poids compte pour 10 % dans l'ensemble. Cette strate est très diversifiée à la suite

du développement du système universitaire et nous avons distingué six grandes catégories au sein de cette dernière afin de distinguer les nouvelles professions qui ont émergé au XX^e siècle : les professions libérales, les professions en sciences pures et appliquées, les professions en sciences sociales et sciences humaines, les professions du secteur culturel et des communications, les professeurs d'université et une catégorie autre qui comprend les ministres du Culte notamment (Tableau 2). Le poids important des professions dans la structure sociale illustre bien que Montréal est entré dans la modernité avancée. Les médecins, les notaires et les avocats – qui représentaient les figures emblématiques du professionnel aux XIX^e et XX^e siècles – ne sont plus seuls à faire partie de la strate des professionnels. De nouvelles professions ont émergé : informaticiens, travailleurs sociaux, psychologues, sociologues, économistes, analystes financiers, spécialistes de la gestion, sans oublier les écrivains, artistes et journalistes, par exemple. La définition de la strate des professions embrasse-t-elle trop large ? Il y a ici matière à débats et nous avons proposé une analyse plus fouillée de cette question dans un autre texte⁴.

TABLEAU 2

Distribution de fréquence des types de professionnels et proportion de femmes, RMR de Montréal, 1991 et 2011

Professionnels	1991		2011		
	%	% femmes	%	% femmes	
Professions libérales	34,6	38,4	32,3	54,5	
Sciences pures et appliquées	20,9	14,1	26,3	21,5	
Sciences sociales et Sciences humaines	23,8	61,0	25,5	67,6	
Écrivains, artistes et journalistes	13,3	42,3	10,0	44,6	
Professeurs d'université	6,0	32,9	5,3	39,6	
Autres (ministres du culte, etc.)	1,4	12,6	0,6	14,2	
Total	% N	100 112 160	38,5 43 220	100 186 085	47,1 87 720

Le nombre de professionnels s'est fortement accru à Montréal, passant de 112 160 en 1991 à 186 085 en 2011, notamment avec l'arrivée de nouvelles professions. Examinons plus en détail la composition de cette strate sociale dont le rôle est central dans l'économie du savoir. La part que représentent les professions libérales traditionnelles (médecins, avocats, etc.) est restée stable en vingt ans, soit environ un tiers des effectifs. Au sein de cette catégorie, le nombre de personnes œuvrant dans le domaine juridique (notaires et avocats) a augmenté presque deux fois plus vite que le nombre de médecins et de dentistes. Cependant, l'arrivée de

4. SIMON LANGLOIS, «La grande mutation des professions au Québec 1971-2006», *Les Cahiers des Dix*, n° 65 (2011), p. 283-303.

nouvelles professions dans le domaine de la santé (outre les médecins et dentistes) a redonné un net avantage à ce secteur d'activité au sein des professions libérales. De leur côté, les professionnels de la gestion et de la finance sont maintenant aussi nombreux que les professionnels de la santé, alors qu'ils l'étaient deux fois moins il y a quarante ans. Soulignons au passage qu'ils ont été des acteurs centraux dans l'émergence de *Québec Inc.* Les femmes sont maintenant majoritaires au sein des professions libérales avec 54,5 % du total contre 38,4 % en 1991. Ce changement est remarquable et il résulte du fait que les femmes fréquentent davantage l'université que les hommes.

Suivent deux groupes presque égaux : les professions en sciences pures et appliquées (26,3 % du total en 2011) et les professions en sciences sociales (25,5 %) qui représentent chacune environ le quart du total. Les professionnels des sciences sociales ont cependant connu une croissance plus forte que ceux provenant des sciences pures et appliquées en quarante ans. En sciences sociales, ce sont les professions offrant des services aux personnes qui ont le plus grand nombre de membres (psychologues, travailleurs sociaux, conseillers en orientation, etc.) et les femmes y représentent plus des deux tiers des effectifs (67,6 %).

Viennent enfin les professions du domaine culturel et des communications (musiciens, acteurs, auteurs, journalistes, etc.). Cette catégorie est encore marginale avec environ 10 % du total, soit presque 20 000 personnes. Les personnes œuvrant dans ce secteur d'activité font partie du secteur créatif typique d'une grande ville moderne et elles contribuent à son dynamisme et à son renom. Soulignons au passage qu'une partie de ces professionnels de la culture ont de la difficulté à vivre de leur art et de leur travail.

Les professeurs d'université sont classés dans la catégorie des professionnels, mais ils proviennent bien évidemment des divers sous-groupes distingués plus haut. S'y retrouvent 40 % de femmes. Enfin, les effectifs du clergé et le nombre de religieux sont quant à eux en forte décroissance⁵.

La professionnalisation a contribué au changement dans la stratification sociale de Montréal en gonflant les rangs du haut de la hiérarchie des positions sociales. Le système de production, le système politique, le système social et l'État-providence, sans oublier le secteur associatif, fonctionnent sous le mode bureaucratique. Ce modèle organisationnel est omniprésent et les professionnels sont des rouages clés au sein des organisations, qui ne sauraient exister sans leur expertise. Leur implication dans les organisations change cependant leur statut et

5. Le clergé est vieillissant et plusieurs de ses membres sont probablement classés comme étant retraités dans les données du recensement.

la nature même de leur travail. Les professionnels d'hier étaient presque tous des personnes œuvrant à leur compte, dont le travail était contrôlé par leurs pairs et pas leur corporation, animées par l'idéal de service public et jouissant d'un prestige élevé dans la société. Une partie de ces attributs leur échappe désormais dans les organisations, ou du moins elle est modulée par leur appartenance à ces dernières.

Un bon nombre d'emplois typiques des classes moyennes se retrouve classé sous le chapeau des professions intermédiaires, qui exigent un diplôme postsecondaire. Celles-ci comprennent les infirmières, les enseignants du primaire et du secondaire, les employés spécialisés en administration et gestion de ressources humaines, le personnel spécialisé en services sociaux, par exemple. La place occupée par cette strate compte pour 8,5 % au sein de la structure sociale de Montréal. (Tableau 3). Cette strate sociale est dominée par les femmes (nous y reviendrons plus loin) et les principales catégories socioprofessionnelles au sein de cette dernière sont en éducation, suivies de la santé et des services sociaux. Les professions intermédiaires en administration y sont en progression, ce qui comprend les adjoints de direction, les agents de programmes, les spécialistes des services aux entreprises, etc.

TABLEAU 3

Distribution de fréquence des types de professionnels intermédiaires et proportion de femmes, RMR de Montréal, 1991 et 2011

Professionnels intermédiaires	1991		2011		
	%	% femmes	%	% femmes	
Administration	11,8	51,0	20,1	63,4	
Santé, services sociaux	30,6	87,3	28,4	84,3	
Éducation	55,8	63,2	51,0	69,1	
Religieux	1,8	56,3	0,6	59,6	
Total	% N	100 106 400	69,0 73 430	100 161 320	72,2 116 420

La montée des techniciens dans différents secteurs d'activités – la santé, l'informatique, les communications, le travail de bureau ou l'administration, sans oublier l'industrie et le secteur de la construction – constitue un changement majeur. (Tableau 4). Ils représentent maintenant la première strate sociale en importance à Montréal avec 341 135 personnes en 2011, devant les ouvriers.

TABLEAU 4

Distribution de fréquence des types de techniciens et proportion de femmes, RMR de Montréal, 1991 et 2011

Techniciens	1991		2011		
	%	% femmes	%	% femmes	
Administration	27,2	49,7	29,6	59,8	
Santé et services sociaux	15,8	82,3	21,4	88,0	
Arts et cultures	11,6	44,0	9,5	48,0	
Sciences	14,1	18,9	10,7	25,0	
Technologues en informatique et en communication	16,1	29,1	19,7	22,2	
Officier et protection	15,2	14,2	9,1	23,3	
Total	% N	100 202 265	41,2 83 245	100 341 135	50,3 171 485

L'avènement des techniciens est en lien étroit avec l'implantation d'une nouvelle hiérarchie évoquée plus haut au sein des organisations, mais aussi avec l'émergence d'une hiérarchie technique dans le système de production, autre caractéristique de la modernité avancée. Cette nouvelle hiérarchie technique s'est imposée dans les industries de production de biens et dans le secteur de la construction des infrastructures, des routes et du bâtiment autour de trois grandes figures : l'ingénieur, le technicien et l'ouvrier. Nous verrons plus loin que la part des ouvriers dans la structure sociale a diminué à cause de la délocalisation des emplois industriels à l'étranger, mais aussi à cause des gains de productivité occasionnés par l'arrivée des techniciens et des ingénieurs dans les entreprises qui participent désormais aux activités de production et de construction. Le paysage de la fabrication et de la construction a par conséquent complètement changé. Les femmes sont moins présentes dans l'univers de la production, mais elles y accentuent leur place chez les ingénieurs et les techniciens et elles occupent par ailleurs divers postes en lien avec la production (en design par exemple).

Les techniciens en administration sont les plus nombreux au sein de cette strate sociale, près de 101 085 individus en 2011 ou 29,6% du total. Cette forte hausse s'explique par la transformation du travail de secrétariat et par l'avènement de nouveaux types d'emploi qui requièrent la maîtrise de l'informatique. Les secrétaires d'autrefois ont été en partie remplacées par des agentes de bureau et des techniciennes en administration. Se retrouvent aussi dans cette catégorie les vendeurs d'assurances et les techniciens en comptabilité.

La seconde catégorie en importance (21,4% du total en 2011) est celle des techniques dans le secteur de la santé et des services sociaux. De nouveaux types d'emplois ont émergé qui très souvent n'existaient pas auparavant : techniciennes de laboratoire, hygiénistes, ambulanciers, éducatrices de la petite enfance, infirmières auxiliaires, etc.

Le changement le plus spectaculaire dans cette strate sociale est certainement l'avènement des techniciens en informatique et des spécialistes en communication dont le nombre a fortement augmenté en quelques décennies, atteignant 67 060 en 2011, soit 19,7 % du total. Le nombre de techniciens dans les secteurs des sciences (en génie, dans les laboratoires ou dans l'industrie) a lui aussi connu une forte augmentation. Le secteur des arts et de la culture enfin n'est pas en reste et on y retrouve les dessinateurs, les employés des musées, les artisans de la scène, les graphistes, etc. La place relative de cette catégorie socioprofessionnelle a quelque peu régressé entre 1991 et 2011 pour s'établir à 9,5 %. Enfin, les policiers et les membres des forces armées ont été classés dans cette catégorie socioprofessionnelle et leurs effectifs ont atteint 30 970 sur le territoire de la RMR de Montréal (9,1 % du total au sein de la strate).

Résumons ce qui vient d'être décrit. Les classes supérieures et les classes moyennes impriment leur marque sur la structure sociale contemporaine de Montréal. La croissance des effectifs dans ces diverses classes a donné à la structure sociale un caractère ouvert vers le haut au fil des dernières décennies. Nous verrons plus loin comment l'arrivée des femmes en emploi a de son côté été la source d'autres changements.

Classes populaires, classe ouvrière

Ceci dit, la ville compte aussi plusieurs strates sociales typiques de la longue période d'industrialisation et plusieurs strates sociales qui sont directement liées au phénomène même d'urbanisation. Montréal a conservé un fort noyau d'ouvriers et de travailleurs manuels et s'y retrouve aussi une forte présence d'employés dans la vente et les services qui forment le noyau des classes populaires montréalaises. La taille d'une grande métropole – la deuxième en importance au Canada – entraîne avec elle la création de milliers d'emplois et de positions exigés par une organisation sociale complexe et une division du travail plus poussée qu'en milieu rural ou que dans les petites villes. Pensons seulement à l'organisation des transports au sein de la ville. Max Weber a souligné avec raison l'importance de la consommation marchande et du commerce qui ont fait des villes des lieux de convergence et de rencontre de populations diversifiées, entraînant par conséquent la création d'emplois nouveaux inexistantes ailleurs. Nous analyserons maintenant les traits caractéristiques et la place relative de quatre dernières strates sociales : celles des employés de bureau, des employés dans la vente, des employés dans les services personnels et des ouvriers.

Commençons par la strate des employés de bureau. Les années 1950 à 1980 ont été celles d'un âge d'or pour ce type d'emplois, majoritairement occupés par des femmes. À cette époque, les organisations bureaucratiques exigeaient

un grand nombre de personnes affectées au travail de bureau. Avec l'avènement de l'informatique et de la bureautique, des milliers de postes de secrétaires et de dactylos ont disparu en quelques années. Ainsi, l'importance relative de la strate des employés de bureau à Montréal a décliné en passant de 18 % du total en 1991 à 12,1 % en 2011, une diminution considérable en vingt ans. Cela s'explique d'abord par la mutation qui a caractérisé le travail de bureau après l'avènement généralisé de l'informatique, mais aussi parce qu'une partie du travail de secrétariat est effectuée par des techniciens à la suite d'un large processus de qualification du travail dans ce secteur d'activité, comme on l'a vu plus haut. Ainsi, les secrétaires dactylo sont pratiquement disparues.

Le grand Montréal est un important lieu de consommation marchande et de services. Les employés dans la vente et dans les services aux personnes – typiques du mode de vie urbain – y sont nombreux, comptant pour 15,2 % et 13,1 % des positions dans la structure sociale d'ensemble, ce qui représente en les combinant un peu moins de 30 % du total. Leur importance relative a peu changé au cours des vingt dernières années considérées dans notre analyse. Cela s'explique par le fait que la société de consommation marchande est déjà bien implantée à Montréal depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale en 1945. Il en va de même pour les employés dans les services personnels, dont la croissance a été influencée par l'arrivée des femmes sur le marché du travail dans le dernier tiers du XX^e siècle. La croissance des services personnels a en effet pris surtout place dans les années 1960 à 1980, comme on l'avait observé dans une notre étude de la stratification sociale à l'échelle de tout le Québec⁶.

Quatre catégories socioprofessionnelles sont distinguées parmi les employés œuvrant dans les services : les employés affectés aux différents services personnels (coiffeurs, facteurs, personnel des hôtels, etc.), les personnels des services de santé (aides infirmiers, préposés aux malades, etc.), les personnels des services d'éducation et enfin les personnels des services alimentaires (serveurs dans les restaurants, aides-cuisiniers, etc.). Les services ont gagné en importance, notamment dans les secteurs de l'alimentation, de la santé, des loisirs et du bien-être personnel. La proportion importante de personnes au sein de cette strate sociale (13,1 %) traduit la marchandisation de différents services personnels autrefois rendus par les femmes au foyer, mais elle résulte aussi de la croissance des revenus discrétionnaires dont une partie est désormais affectée à l'entretien et au bien-être physique des individus, ce qui les amène à avoir recours à des services personnalisés

6. La part des employés dans les services est en effet passée de 10,5 % en 1971 à 13,3 % en 1991 au Québec, pour se stabiliser ensuite à 13 %, soit la même proportion qu'à Montréal. Voir SIMON LANGLOIS, « La nouvelle stratification sociale... » *op. cit.* p. 352.

(esthéticiennes, entraîneurs, agents de voyage, etc.). Une partie du travail non salarié des femmes au foyer s'est peu à peu déplacé vers la sphère marchande et de nouvelles fonctions sont apparues ou encore ont pris de l'importance : éducatrices dans le domaine de la petite enfance, préposées aux bénéficiaires dans les centres d'accueil et d'hébergement, personnel dans l'alimentation usinée et la restauration, aide-infirmières, etc. Les services personnels dominent au sein de cette strate sociale avec 108 170 personnes, suivis par le secteur des services alimentaires où œuvrent 91 270 individus, ce qui témoigne bien de la marchandisation qui a caractérisé l'alimentation.

De son côté, la place des employés dans la vente est presque aussi importante (15,2 %) que celle des ouvriers (17,7 %) en 2011 à Montréal et l'écart entre les deux mondes s'est largement rétréci en vingt ans. Ce rétrécissement s'explique cependant par le déclin des effectifs de la classe ouvrière bien plus que par la croissance du nombre des employés dans la vente, dont l'augmentation a été modeste en vingt ans passant de 14,8 % du total en 1991 à 15,2 % en 2011. La société de consommation est en place depuis au moins un demi-siècle et les emplois typiques dans la vente ont peu changé en vingt ans. Il faut préciser que la consommation marchande et la distribution sont à l'aube d'une importante mutation qu'annonce le développement du commerce en ligne en cours d'implantation rapide, ce qui pourrait avoir un impact sur les emplois dans la vente en magasin, mais il est trop tôt pour en voir l'effet dans les strates sociales, contrairement à ce qui s'est passé dans le monde de l'emploi ouvrier.

Notre attention se portera enfin sur l'un des changements les plus marquants dans la structure sociale montréalaise : la poursuite du déclin de la classe ouvrière et la forte diminution des emplois de cols bleus. En vingt ans seulement, le poids de cette classe est passé de 24,4 % à 17,7 % de l'ensemble sur le territoire de la RMR de Montréal. Mais on aurait tort de conclure trop rapidement à la disparition de la classe ouvrière. Celle-ci reste numériquement très importante, le nombre de ses membres passant de 393 895 personnes en 1991 à 323 165 en 2011. La diminution résulte de la délocalisation des emplois vers l'étranger dans le secteur manufacturier, mais aussi des gains de productivité : on produit plus de biens avec moins de main-d'œuvre, mais aussi avec des ouvriers très qualifiés et avec des techniciens. La classe ouvrière a régressé en importance relative derrière celle des techniciens à Montréal.

La figure typique du travailleur au sein de la classe ouvrière est celle de l'ouvrier dans les usines d'assemblage et de transformation (soudeurs, chaudronniers, opérateurs de machines-outils, tisserands, etc.). C'est encore catégorie la plus nombreuse à Montréal dans le monde ouvrier (85 540 travailleurs en 2011), mais leur part a

diminué, tout comme celle des manœuvres et des ouvriers non qualifiés. Deux catégories socioprofessionnelles ont nettement gagné en importance parallèlement à la stabilité relative de la figure ouvrière emblématique de l'ouvrier d'usine, soit celle des métiers de la construction et celle des métiers liés aux transports. La croissance de la population et le développement urbain ont entraîné un fort développement dans l'industrie de la construction, et partant ont nécessité l'ajout d'une plus grande force ouvrière dans divers métiers spécialisés (charpentiers, peintres, menuisiers, électriciens, etc.) au sein de la classe ouvrière et exigé l'apport d'un plus grand nombre de manœuvres sur les chantiers. De même, la délocalisation de la production industrielle des biens durables et des biens de consommation courante à l'extérieur du pays a eu une implication directe sur la croissance très forte de l'industrie du transport dont les effectifs ont augmenté. Cette hausse s'explique aussi par le développement des transports en commun, qui a nécessité davantage d'employés. La croissance du parc automobile a eu une forte implication sur l'emploi en milieu ouvrier, entraînant une hausse du nombre de mécaniciens et autres métiers affectés à la réparation mécanique et à l'entretien des véhicules de tous types.

Par ailleurs, la nature du travail manuel a changé. Si les manœuvres et les ouvriers peu qualifiés restent nombreux au sein de cette strate sociale, on y compte maintenant une large part d'ouvriers aux compétences techniques plus élevées qu'autrefois. Le travail manuel est devenu plus complexe et aussi moins pénible. Bien entendu, il subsiste encore bien des difficultés sur le plan de la santé et de la sécurité au travail, comme l'indique le nombre élevé d'accidents, et le travail manuel reste pénible physiquement, mais il faut aussi constater que les normes du travail et les règlements de toute sorte, sans oublier l'encadrement syndical, ont contribué à améliorer la situation des travailleurs manuels par rapport au passé.

Nous concluons cette vue d'ensemble par deux observations. Tout d'abord, les strates sociales qui ont connu la plus forte croissance à Montréal depuis vingt ans sont celles qui constituent le cœur des classes moyennes. Ce constat contredit la thèse du déclin de ces dernières et confirme les analyses qui sont arrivées à la même conclusion à partir de l'étude des revenus⁷. Loin d'être en déclin, les classes moyennes ont augmenté leurs effectifs sur le territoire montréalais.

Une précision s'impose. Une part des employés de bureau ainsi que des employés dans la vente et dans les services, de même qu'une bonne fraction des

7. Voir: SIMON LANGLOIS, « Mutations des classes moyennes au Québec entre 1982 et 2008 », *Les Cahiers des Dix*, n° 64 (2010), p. 121-143. Voir aussi: F. DELORME ET SUZIE ST-CERNY (coll. L. Godbout), *La classe moyenne au Québec s'érode-t-elle vraiment? Contour et évolution*. Rapport de recherche, Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques, Université de Sherbrooke, novembre 2014.

ouvriers font aussi partie des classes moyennes. Mais dans leur cas, les revenus tirés du marché (salaires et rémunérations des travailleurs autonomes) sont sous pression depuis une vingtaine d'années, ce qui a alimenté les craintes de déclassement et les inquiétudes au sein de cette fraction des classes moyennes. Les personnes qui ont constitué le cœur historique des celles-ci depuis leur émergence dans la seconde moitié du XX^e siècle – les employés de bureau, les employés dans la vente et les ouvriers – ont plus de difficultés à maintenir leur niveau de vie et à satisfaire les besoins nouveaux qui caractérisent le mode de vie typique au centre (voyage dans le Sud l'hiver, autos nouvelles, maison de banlieue, etc.). Les deux revenus typiques de la majorité de ces ménages compensent en partie la faible croissance des revenus individuels dans ces catégories d'emplois. Bref, l'analyse des strates sociales montre que la composition des classes moyennes a changé et qu'elles ont continué de croître en importance à Montréal comme ailleurs au Québec, grâce à l'apport de personnes plus scolarisées.

Il faut ensuite souligner le rôle clé que l'éducation a joué dans la mutation de la structure sociale montréalaise (comme de l'ensemble de la société québécoise). Guy Rocher l'avait fort bien entrevu dans le bilan qu'il avait dressé sur la stratification sociale au Québec lors du colloque de la revue *Recherches sociographiques* qui avait porté sur la situation de la recherche en 1962 :

Ce qu'on peut appeler la démocratisation de l'enseignement, en élargissant l'accès à l'ensemble de la population, me paraît apporter une révolution plus profonde encore en développant de nouvelles aspirations, en ouvrant à tous le principal canal de mobilité qu'est l'éducation et en modifiant les lignes de clivage social⁸.

La scolarisation de la population a en effet modifié en profondeur les lignes de clivage social. Les femmes en particulier en ont largement bénéficié.

La féminisation de la structure sociale

La féminisation de l'emploi est l'un des traits les plus marquants de la mutation macrosociale de la société québécoise dans la seconde moitié du XX^e siècle. Le nombre de femmes en emploi a été en effet multiplié par trois en quarante ans au Québec – passant de 610 044 à 1,865 560, soit une augmentation deux fois plus élevée que celle observée chez les hommes. Il en va de même à Montréal, où le nombre de femmes actives en 2011 (918 595) est presque à égalité avec le nombre d'hommes (978 575), ce qui a contribué à modifier en profondeur la

8. GUY ROCHER, « Les recherches sur les occupations et la stratification sociale », *Recherches sociographiques*, vol. 3, n° 1-2, 1962, p. 173-184.

structure sociale de la ville de Montréal. Nous l'analyserons en deux temps. Nous examinerons d'abord comment les femmes se distribuent entre les diverses strates sociales, en comparaison avec les hommes. Suivra ensuite l'examen du taux de présence féminine dans les diverses strates sociales.

Les femmes sont assez également réparties au sein des différentes strates sociales en 2011, ce qui n'était pas le cas lorsqu'elles étaient massivement entrées sur le marché du travail vers la fin des années 1950 dans des secteurs d'activité très féminisés comme l'enseignement, la santé, la vente ou les services aux personnes. (Tableau 5).

TABLEAU 5

Distribution des personnes actives dans les strates sociales selon le sexe et l'année, 1991 et 2011, RMR de Montréal

Strates sociales	Femmes		Hommes		
	1991	2011	1991	2011	
Cadres supérieurs	0,8	1,3	3,0	3,3	
Cadres intermédiaires et directeurs	2,3	3,0	4,0	3,4	
Professionnels	5,7	9,5	7,6	10,1	
Professionnels intermédiaires	9,7	12,7	3,6	4,6	
Techniciens	11,0	18,7	13,0	17,3	
Employés de bureau	30,3	18,1	7,8	6,5	
Employés dans les ventes	15,5	16,3	14,1	14,2	
Employés dans les services	14,4	14,9	10,7	11,5	
Ouvriers, cols bleus, agriculteurs et pêcheurs	10,2	5,5	36,1	29,1	
Total	% N	100 754 800	100 918 595	100 912 315	100 978 575

La présence des femmes s'est accrue au sommet de la hiérarchie sociale, comme on le voit chez les cadres supérieurs, les cadres intermédiaires, les professionnels et les techniciens. La proportion de femmes dans la population active de Montréal a augmenté de 22 % entre 1991 et 2011, mais cette augmentation a été nettement plus forte chez les cadres supérieurs (92 %), chez les cadres intermédiaires (59 %), chez les professionnels (103 %) et chez les techniciens (106 %). Les avancées des femmes sur le marché du travail ont été largement concentrées dans de bons emplois qui requièrent en grande majorité un diplôme collégial ou universitaire plutôt que dans les secteurs plus traditionnels dans lesquels elles se concentraient dans les générations passées. La diversité des positions sociales qu'elles occupent s'est accentuée entre les années 1991 et 2011 dans la RMR de Montréal. Au total, six grandes strates sociales se partagent chacune entre 10 % et 18 % environ des effectifs féminins. Examinons plus en détail ce qui en est.

La strate sociale dominante chez les Montréalaises est désormais celle des techniciennes, dont le poids est passé de 11 % en 1991 à 18,7 % en 2011, suivie de près cependant par celle des employées de bureau qui de son côté a diminué en proportion, passant de 30,3 % en 1991 à 18,1 % du total en 2011. Le changement en vingt ans est majeur. Le travail de bureau a en effet profondément changé, avec le déclin des postes en secrétariat (secrétaires, dactylos) et la croissance des postes de techniciennes en administration et en bureautique. De même, les femmes ont occupé de très nombreux postes dans diverses techniques, en santé et en administration notamment. Le changement est notable sur une aussi courte période.

Les femmes continuent d'être fortement représentées chez les professionnelles intermédiaires (infirmières, enseignantes, etc.), dont l'importance relative est passée de 9,7 % du total à 12,7 % entre 1971 et 2011.

Par ailleurs, les femmes sont restées présentes dans les mêmes proportions au sein de deux strates sociales dans lesquelles elles étaient représentées en 1991, soit les employées dans la vente et les employées dans les services (entre 15 % et 16 % environ sur toute la période). Enfin, la présence des femmes au sein de la classe ouvrière a fortement décliné, passant de 10,2 % du total en 1991 à seulement 5,5 % vingt ans plus tard.

De son côté, la distribution des hommes entre les différentes strates sociales est assez différente de celle des femmes. Deux strates sociales ressortent nettement chez les hommes, soit celle des ouvriers (29,1 % du total en 2011) et celle des techniciens (17,3 %). Ces proportions sont cependant fort différentes de ce qu'elles étaient en 1991, soit 36,1 % et 13 %. Le changement en seulement vingt ans est majeur. Le déclin de la classe ouvrière a été moins prononcé chez les hommes que chez les femmes.

Considérons maintenant le taux de féminisation dans les diverses strates sociales. (Tableau 6). La féminisation est moins forte chez les cadres supérieurs (27,4 % de femmes), mais elle est à fait des progrès indéniables chez les cadres intermédiaires (45,3 %), les professionnels (47,1 %), les professionnels intermédiaires (72,2 %) et les techniciens (50,3 %). La féminisation notable des programmes d'études à l'université et dans les collèges a joué un rôle important dans l'accès des femmes aux positions sociales supérieures, leur ouvrant les portes à de bons emplois au sommet de la hiérarchie sociale, comportant de meilleurs revenus, plus de pouvoir et davantage de prestige. Les femmes ont ainsi complètement modifié le paysage de la stratification sociale. À l'exception de la strate sociale des cadres supérieurs et de celle des ouvriers, les femmes ont atteint pratiquement la parité avec les hommes dans les sept autres strates que nous avons distinguées, dominant deux d'entre elles (les professionnels intermédiaires et les employés de bureau). Elles sont devenues une composante très importante des classes moyennes.

TABLEAU 6

**Proportion de femmes dans chacune des strates sociales,
RMR de Montréal, 1991 et 2011**

Strates sociales	1991	2011
Cadres supérieurs	19,1	27,4
Cadres intermédiaires et directrices	32,1	45,3
Professionnelles	38,5	47,1
Professionnelles intermédiaires	69,0	72,2
Techniciennes	41,2	50,3
Employées de bureau	76,1	72,5
Employées dans les ventes	47,7	51,7
Employées dans les services	52,6	55,0
Ouvrières, cols bleus et agricultrices	18,9	15,0
% de femmes dans le total	45,3	48,4
Nombre de femmes	754 800	918 595

Il faut cependant préciser qu'il existe encore de larges secteurs d'emplois au sein des diverses strates sociales que nous avons distinguées dans lesquels les femmes sont sous-représentées (chez les ingénieurs ou les informaticiens, par exemple) et qu'il existe par ailleurs des catégories socioprofessionnelles très féminisées (l'enseignement, la garde d'enfants) et d'autres à dominante masculine (en milieu ouvrier par exemple).

Malgré de grands progrès, les femmes sont encore moins représentées au sommet de la pyramide sociale. Au total 4,3 % d'entre elles se retrouvent dans les deux strates sociales les plus élevées contre 6,7 % des hommes. Il faut toutefois noter une nette tendance à la féminisation au sein de ces deux dernières. Les femmes comptent en effet pour 27,4 % des cadres supérieurs contre 19,1 % en 1991. Par contre, la progression de leur présence a été beaucoup plus forte chez les cadres intermédiaires et les directrices, où elles représentent 45,3 % du total (32,1 % en 1991). Les femmes sont donc devenues des rouages importants dans les fonctions de direction au sein des organisations, mais elles n'ont pas encore atteint la parité avec les hommes au sommet de ces dernières.

Classes sociales ou classes ethniques ?

La stratification sociale de Montréal a été historiquement caractérisée par un clivage linguistique anglais-français qui s'est mis en place lors de son essor industriel et commercial. Les francophones montréalais étaient alors en majorité ouvriers, petits commerçants, artisans et entrepreneurs de condition modeste alors que les élites de langue française étaient surtout constituées de membres des

professions libérales (avocats, notaires, médecins, etc.). Si Montréal comptait aussi un certain nombre d'ouvriers anglophones (notamment des immigrants irlandais et européens fraîchement débarqués ayant opté pour l'anglais), l'élite du monde des affaires et les grands propriétaires d'usines et de sociétés diverses (banques, etc.) étaient anglophones.

Dans un article qui a fait date, paru en 1962, Jacques Dofny et Marcel Rioux ont avancé la thèse des classes ethniques afin de caractériser la société québécoise⁹. Pour les deux sociologues, la société canadienne-française (on dirait aujourd'hui la société québécoise) est d'un côté une société globale avec son système propre de stratification sociale : « [...] cette entité socioculturelle se considère et est considérée comme une nation et à ce titre le problème des classes sociales se pose comme dans toute autre société globale en voie d'industrialisation et d'urbanisation »¹⁰. Les auteurs précisent ensuite « que d'autre part, les Canadiens français se considèrent et sont considérés comme une minorité ethnique reconnue qui, à l'intérieur du Canada, envisagé à son tour comme une société globale, joue le même rôle qu'une classe sociale à l'intérieur d'une société globale¹¹ ». Et les sociologues de conclure : « En effet, si le Canada français, en tant que « classe » ethnique, va apparaître comme défavorisé à l'intérieur du Canada, combien défavorisée est la classe ouvrière de cette classe ethnique ! »¹². Selon les données empiriques présentées à l'appui de cette interprétation, les Canadiens français de l'époque étaient peu présents aux échelons supérieurs de la société industrielle québécoise (propriétaires, cadres, ingénieurs, etc.) dominés par les anglophones et ils étaient fortement concentrés en milieu ouvrier et chez les employés¹³. Les auteurs ajoutent que « prise séparément, la population canadienne-française, dans sa partie bourgeoise, conserve beaucoup de traits d'une société dont l'industrialisation est tardive ».

La société québécoise d'alors était une société globale avec son propre système social et sa stratification sociale originale, mais son entrée dans le monde industriel et urbain s'est faite sous les traits d'une société dominée d'où la notion de classe ethnique pour qualifier son statut au sein du Canada. Rappelons que la grande question sociale qui se posait dans les années 1960 était celle de l'infériorité

9. JACQUES DOFNY ET MARCEL RIOUX, « Les classes sociales au Canada français », *Revue française de sociologie*, n° 3, 1962, p. 290-300.

10. Idem, p. 291.

11. Idem, p. 291.

12. Idem, p. 293.

13. L'ouvrage classique de JOHN PORTER a bien documenté cette question, *The Vertical Mosaic*, Toronto, University of Toronto Press, 1965.

économique des Canadiens français¹⁴. Guy Rocher a critiqué cette interprétation en termes de classes ethniques. « Je serais porté à croire qu'il faut plutôt penser en termes d'un double système de classes, s'imprégnant l'un dans l'autre à certains niveaux, mais relativement autonomes l'un par rapport à l'autre¹⁵ ». Nous savons avec le recul que l'existence de cette classe ethnique commençait déjà à changer à l'époque où les deux sociologues posaient leur diagnostic, et ce dans la foulée de la Révolution tranquille. Qu'en est-il de nos jours? Cinquante ans plus tard, la RMR de Montréal constitue un terrain propice à un réexamen de la stratification sociale selon la langue.

Nous avons distingué quatre groupements linguistiques à partir de la langue maternelle des individus: langue française, langue anglaise, langues française et anglaise et langues tierces. Les données sont présentées dans le tableau 7. Il apparaît d'abord nettement que les Québécois francophones d'aujourd'hui ne forment pas une classe ethnique au sens donné à ce concept par Dofny et Rioux, loin de là. La scolarisation de la population pendant un demi-siècle a produit les résultats escomptés par les initiateurs de la Révolution tranquille. Les francophones se répartissent dans toutes les strates sociales et leur concentration historique dans un petit nombre de strates inférieures est chose du passé. La classe ouvrière francophone a décliné en importance, les classes moyennes sont bien implantées et une élite francophone du monde des affaires est née, mieux connue sous le nom de Québec Inc.

TABLEAU 7
Distribution des personnes actives dans les strates sociales selon
la langue maternelle, RMR de Montréal, 2011

Strates sociales	Français	Anglais	Français et Anglais	Autre	Total	
Cadres supérieurs	2,4	2,8	1,1	1,2	2,4	
Cadres intermédiaires et directeurs	3,1	4,3	2,3	2,0	3,2	
Professionnels	9,5	11,6	3,6	8,6	9,8	
Professionnels intermédiaires	9,0	8,3	8,7	5,4	8,5	
Techniciens	18,4	17,1	14,1	16,6	18,0	
Employés de bureau	12,2	13,1	17,3	10,1	12,1	
Employés dans les ventes	14,7	17,7	26,1	15,2	15,2	
Employés dans les services	12,4	12,9	18,0	19,0	13,1	
Ouvriers, cols bleus, agriculteurs et pêcheurs	18,4	12,0	8,8	21,9	17,7	
Total	% N	100 1 347 975	100 332 340	100 7 460	100 196 885	100 1 884 660

14. RENÉ DUROCHER ET PAUL-ANDRÉ LINTEAU, *Le retard du Québec et l'infériorité économique des Canadiens français*, Montréal, Les éditions du Boréal express, 1971.
15. GUY ROCHER, « Les recherches sur les occupations et la stratification sociale », *Recherches sociographiques*, vol.3, n° 1-2, 1962, p. 178.

Cependant, persiste dans la structure sociale montréalaise une trace évidente de l'ancien clivage linguistique. Les anglophones sont en effet davantage représentés aux échelons supérieurs de la hiérarchie sociale à Montréal. Ainsi, 7,1 % des anglophones se retrouvent chez les cadres supérieurs et intermédiaires contre 5,5 % des francophones. De même, un écart important existe chez les professionnels dont la part est de 9,5 % chez les francophones et de 11,6 % chez les anglophones. Si les francophones montréalais sont bien représentés dans les strates sociales du haut, les anglophones y sont de leur côté en proportion encore plus élevées.

Par contre les francophones sont davantage représentés, mais par un faible écart avec les anglophones, au sein de deux strates typiques des classes moyennes : les professions intermédiaires et les techniciens, soit (en additionnant leurs proportions) 27,4 % chez les francophones et 25,4 % chez les anglophones. Ces deux strates représentent ce qu'on pourrait appeler la fraction supérieure des classes moyennes montréalaises.

L'examen des autres classes sociales laisse aussi voir un clivage selon la langue. Les anglophones sont en plus forte proportion chez les employés (de bureau, dans la vente et dans les services personnels) avec 43,7 % contre 39,3 % chez leurs concitoyens de langue française, alors que les francophones dominent dans la classe ouvrière (18,4 % contre 12 % chez les anglophones). Cette dernière différence est elle aussi un rappel du passé, alors que les francophones étaient fortement concentrés en milieu ouvrier dans la première moitié du XX^e siècle. La taille de la classe ouvrière s'est rétrécie de nos jours dans la métropole, mais les traces d'un clivage linguistique persistent.

De leur côté, les nouveaux arrivants se distinguent nettement des deux groupements linguistiques majoritaires. Un bémol s'impose avant d'examiner les données sur cette dimension de la stratification sociale. Celles-ci donnent une vue incomplète de la situation des immigrants nés en dehors du pays, car un certain nombre d'entre eux se retrouvent dans les groupes linguistiques francophone ou anglophone de par leur langue maternelle. De même, ces données ne permettent pas d'analyser la situation des personnes de la deuxième génération d'immigrants, citoyens nés au Québec ou au Canada – parlant le français, l'anglais ou même les deux langues –, mais qui peuvent être l'objet de discrimination ou rencontrer des difficultés sur le marché du travail à cause de leur appartenance ethnique. C'est le cas en particulier des minorités visibles. Ceci dit, les données sur les personnes de langue maternelle tierce donnent cependant une bonne estimation sur leur statut social dans la région montréalaise.

Il apparaît nettement que les immigrants de langues maternelles tierces sont moins bien représentés dans les strates sociales supérieures de même qu'au sein

des strates sociales typiques des classes moyennes. Par contre, ils se concentrent en plus forte proportion au sein de la classe ouvrière et chez les employés dans la vente et dans les services personnels.

La stratification sociale selon l'ethnicité se double d'une stratification sociale selon le sexe. (Tableau 8). Dans le groupement des personnes de langue maternelle tierce, les hommes sont davantage représentés chez les cadres supérieurs, chez les professionnels et en milieu ouvrier, alors que les femmes se concentrent davantage chez les professionnelles intermédiaires (infirmières, enseignantes, etc.) et les employées dans la vente et dans les services personnels.

TABLEAU 8

Distribution des personnes actives dans les strates sociales selon le sexe et la langue maternelle, RMR de Montréal, 2011

Strates sociales	Femmes					Total
	Français	Anglais	Français et Anglais	Autre		
Cadres supérieurs	1,4	1,5	0,0	0,7	1,3	
Cadres intermédiaires et directrices	2,9	3,8	1,9	2,0	3,0	
Professionnelles	9,6	10,5	2,2	7,2	9,5	
Professionnelles intermédiaires	13,4	12,4	14,9	7,9	12,7	
Techniciennes	19,2	17,1	12,0	18,0	18,7	
Employées de bureau	18,3	19,5	27,1	14,9	18,1	
Employées dans les ventes	15,8	18,0	22,5	17,0	16,3	
Employées dans les services	14,4	14,0	19,3	20,9	14,9	
Ouvrières, cols bleus, agricultrices et pêcheuses	5,1	3,2	0,0	11,5	5,5	
Total	% N	100 662 945	100 159 535	100 3 780	100 86 715	100 912 975

Strates sociales	Hommes					Total
	Français	Anglais	Français et Anglais	Autre		
Cadres supérieurs	3,4	4,1	2,3	1,6	3,3	
Cadres intermédiaires et directeurs	3,2	4,8	2,9	2,0	3,4	
Professionnels	9,4	12,6	5,0	9,6	10,1	
Professionnels intermédiaires	4,8	4,6	2,3	3,4	4,6	
Techniciens	17,7	17,2	16,2	15,5	17,3	
Employés de bureau	6,3	7,2	7,2	6,4	6,5	
Employés dans les ventes	13,5	17,4	29,8	13,9	14,2	
Employés dans les services	10,4	11,9	16,6	17,4	11,5	
Ouvriers, cols bleus, agriculteurs et pêcheurs	31,2	20,1	17,8	30,1	29,1	
Total	% N	100 685 030	100 172 805	100 3 680	100 110 170	100 971 685

Montréal, Québec et les régions

Montréal se distingue du reste de la société québécoise sur plus d'un plan. La diversité de la population y est plus grande et la ville se caractérise par la dualité linguistique comme on vient de le voir. Montréal a aussi une base économique qui la différencie du reste du Québec. On y retrouve de grands sièges sociaux, plusieurs universités, des industries de pointe, de nombreux centres de recherche,

des sièges d'organismes internationaux, d'importantes institutions financières, de grands hôtels, des médias et des institutions culturelles de haut niveau, bref toute l'infrastructure d'une société moderne avancée dont les caractéristiques de la population active ont été analysées dans les pages précédentes. Ce qui nous amène à demander : jusqu'à quel point Montréal et la société québécoise diffèrent-elles sur le plan de la stratification sociale ? Répondre à cette question exige cependant de clarifier les termes de la comparaison. Ne faudrait-il pas en effet comparer plutôt la RMR de Montréal, la RMR de Québec et les milieux régionaux, et pas seulement opposer Montréal au reste de la société québécoise ? C'est cette approche que nous privilégierons.

La région Métropolitaine de Recensement de Québec a en effet beaucoup changé depuis un demi-siècle¹⁶. Québec n'est plus d'abord une ville de fonctionnaires, un qualificatif associé à son statut de capitale nationale. Son tissu social contemporain est fort différent de celui qui la caractérisait hier encore. Les emplois dans la fonction publique y restent importants numériquement, mais les activités professionnelles et économiques sur son territoire sont désormais diversifiées. On y retrouve de nombreux sièges sociaux dans les secteurs financiers et assurantiels, des centres de haute technologie, des institutions universitaires, des centres de recherche et des PME dynamiques. Ville de taille moyenne, Québec est cependant moins diversifiée sur le plan ethnoculturel par comparaison avec des villes canadiennes de même taille comme Winnipeg, Halifax ou Edmonton et les anglophones qui y résident, bien qu'en nombre non négligeable, passent presque inaperçus.

Montréal et Québec

Il existe dans l'imaginaire social un certain nombre d'images reçues sur ce qui distingue Montréal et Québec. La rivalité qui a opposé pendant un certain temps les deux équipes de hockey professionnel de ces villes (les *Canadiens* de Montréal et les *Nordiques* de Québec) a sans doute alimenté les clichés et les représentations sociales, mais il faut rappeler que l'opposition entre les deux villes remonte à bien plus loin dans le temps¹⁷.

16. Voir : SIMON LANGLOIS, « Sociologie de la ville de Québec », *Les Cahiers des Dix*, n° 61 (2007), p. 193-213.

17. Sur cette question, voir notamment : FERNAND OUELLET, « Papineau et la rivalité Québec-Montréal 1820-1840 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 13, n° 3, 1959, p. 311-327 ; MARCEL J. RHÉAULT, *La rivalité universitaire Québec-Montréal*, Québec, Septentrion, 2011 ; PHILIPPE CANTIN, *Le Colisée contre le Forum*, Montréal, Éditions La Presse, tomes 1 et 2, 2012.

Pour effectuer ces comparaisons, nous avons présenté la structure sociale des trois entités géographiques en nous basant sur les données de Statistique Canada, ce qui permettra une analyse plus fine de la place de Montréal au sein de la société québécoise, incluant une comparaison avec sa rivale imaginée, Québec.

Le déclin de la classe ouvrière a été plus prononcé à Montréal qu'à Québec dans les dernières décennies du XX^e siècle. La même tendance avait été observée à Québec, mais elle avait pris place bien auparavant. Montréal comptait et compte encore en effet de grandes industries qui ont mieux résisté aux tendances à la délocalisation de la production et aux changements technologiques. Québec de son côté a vu disparaître bon nombre d'entreprises industrielles dans les secteurs mous (le vêtement, la chaussure, les textiles par exemple) il y a plusieurs années, alors que l'emploi dans les secteurs comme les pâtes et papiers ou les chantiers navals a périclité. La forte croissance des emplois au sein de la fonction publique québécoise dans la foulée de la Révolution tranquille a par ailleurs fait reculer la place relative de la classe ouvrière dans la région de la capitale. Ceci dit, la part de la classe ouvrière a convergé en 2011 au sein des deux grandes agglomérations urbaines, le monde ouvrier comptant pour 17,7 % dans l'ensemble de la structure sociale de Montréal et pour 16,1 % à Québec. (Tableau 9).

TABLEAU 9

Distribution des personnes actives dans les strates sociales selon l'année, 1991 et 2011, RMR de Montréal, RMR de Québec et reste du Québec

Strates	RMR de Montréal		RMR de Québec		Reste du Québec	
	1991	2011	1991	2011	1991	2011
Cadres supérieurs	2,0	2,4	2,2	2,3	1,4	2,0
Cadres intermédiaires et directeurs	3,2	3,2	2,9	2,4	2,0	1,9
Professionnels	6,7	9,8	7,7	9,7	4,0	5,8
Professionnels intermédiaires	6,4	8,5	8,3	9,4	7,1	8,3
Techniciens	12,1	18,0	14,5	20,7	6,2	14,6
Employés de bureau	18,0	12,1	18,0	11,7	14,6	10,8
Employés dans les ventes	14,8	15,2	14,0	14,2	12,7	12,6
Employés dans les services	12,4	13,1	14,0	13,5	14,3	14,2
Ouvriers et cols bleus	24,4	17,7	18,4	16,1	32,4	26,2
Agriculteurs et pêcheurs	—	—	—	—	5,3	3,6
Total	100	100	100	100	100	100
	N					
	1 667 115	1 897 170	340 975	407 575	1 393 510	1 575 625

La part des postes de cadres supérieurs et intermédiaires est plus forte dans la RMR de Montréal (5,6 %) que dans celle de Québec (4,7 %), mais la capitale tire quand même son épingle du jeu. Les grandes entreprises, les sièges sociaux et les institutions culturelles et de haut savoir sont en effet plus nombreux dans la métropole, ce qui se traduit par une part plus élevée des positions sociales de

prestige et de pouvoir. Par contre, les deux grandes RMR comptent la même proportion de professionnels (9,8 %).

Montréal et Québec se distinguent par l'importance relative de deux strates sociales qui constituent le cœur des nouvelles classes moyennes, soit les professionnels intermédiaires et les techniciens. La part de ces derniers notamment est plus importante dans la région de Québec, à cause surtout du poids des techniciens en administration œuvrant dans la fonction publique. Mises ensemble, les deux strates sociales comptent pour 30,1 % dans la RMR de Québec et de 26,5 % dans la RMR de Montréal. Ces fractions supérieures des classes moyennes – celles qui requièrent une scolarisation postsecondaire – dominent davantage dans le tissu social de la région métropolitaine de Québec.

Enfin, la part des trois strates d'employés (de bureau, dans la vente et dans les services) est à peu près la même dans les deux grandes RMR (autour de 40 %). Soulignons cependant que les employés dans la vente ont une présence un peu plus forte à Montréal, pôle commercial plus important que Québec.

Bref, il ressort de cette analyse qu'il existe une assez grande similitude dans la structure sociale qui caractérise la métropole québécoise et la capitale nationale. Les deux entités étaient passablement différentes sur ce plan jusqu'au milieu du XX^e siècle, mais leur structure sociale respective s'est rapprochée par la suite. Cependant, les deux grandes régions métropolitaines, distinctes de par leur taille, conservent quelques différences qu'il faut souligner. Les classes moyennes prennent une grande place dans la capitale, alors que le tissu social de la métropole est davantage contrasté avec une part plus grande d'ouvriers et de cadres supérieurs et intermédiaires. Autrement dit, Montréal conserve les traces de son passé industriel tout en demeurant un grand centre financier et administratif.

Les autres régions du Québec

Nous examinerons enfin le tissu social des autres régions du Québec afin de le comparer à celui des RMR de Montréal et de la capitale. Une analyse plus fine devrait distinguer les métropoles régionales de taille moyenne des autres milieux, mais ce ne sera pas possible de le faire. Il faudrait aussi considérer à part la région de la Gatineau, partie de l'ensemble urbain qui englobe Ottawa. C'est une autre limite qu'il faut avoir en tête. Ceci dit, nous ferons ressortir trois observations.

Tout d'abord, le poids de la classe ouvrière a décliné partout sur le territoire québécois, mais celle-ci est demeurée la plus importante au sein de la structure sociale en régions avec plus du quart des personnes actives (26,2 %). À cela s'ajoute la proportion des agriculteurs, des employés agricoles et des pêcheurs (3,6 %), ce qui donne environ 30 % des personnes ayant des emplois manuels et de cols

bleus en dehors des RMR de Montréal et de Québec. Les régions comptent beaucoup sur les ressources naturelles (les mines, la pêche et l'exploitation de la forêt, notamment) et on y retrouve un large réseau de PME de même que d'importantes usines de transformation et de fabrication (usines d'aluminium et de pâtes et papiers, chantiers navals, etc.), sans oublier les emplois dans l'agriculture.

Ensuite, les cadres et les professionnels ont un poids moins important dans les régions par comparaison avec les deux grandes RMR. Cela s'explique par la nature des activités économiques et sociales qui sont bien différentes dans les grands milieux urbains (la métropole et la capitale québécoises) et dans les régions et petites villes.

Par contre, une troisième observation révèle que les strates sociales typiques des classes moyennes sont fortement présentes dans les régions du Québec, à peu près dans les mêmes proportions que dans les grands milieux urbains analysés plus haut. Voyons plus en détail ce qui en est.

Tout d'abord, la seconde strate sociale en importance dans les régions est celle des techniciens (14,6%). Ce constat illustre bien que le tissu social de ces dernières a lui aussi changé en phase avec les tendances qui ont été dégagées plus haut dans les grandes régions métropolitaines. Les entreprises et les administrations en régions comptent elles aussi sur les compétences des techniciens. De leur côté, les trois strates sociales des employés (de bureau, dans les ventes et dans les services) et celle des professions intermédiaires (infirmières, enseignants, etc.) ont à peu près la même importance en région, à Québec et à Montréal. Les titulaires de ces titres d'emploi exercent des activités en liens avec l'organisation sociale telles que l'enseignement au primaire et au secondaire, les soins de la personne, la vente, etc. Cette observation est importante, car elle signifie qu'il n'y a pas de grandes disparités sur ce plan sur tout le territoire québécois. Les classes moyennes sont donc bien représentées partout au Québec, alors que les régions se distinguent par une sur-représentation de la classe ouvrière et une sous-représentation des strates sociales élevées (cadres et professionnels). On peut avancer l'hypothèse que la place des classes moyennes est la source d'une grande cohésion sociale au sein de la société québécoise.

Conclusion

Le tissu social de l'agglomération de Montréal est structurellement très ouvert. Il est indéniable que l'éducation a favorisé la mobilité sociale intergénérationnelle des femmes et des francophones, « modifiant les lignes de clivage social » (Guy Rocher). Il a eu un net glissement vers le haut au sein de la structure sociale,

amorcé à partir de la Révolution tranquille. Dit autrement, la mobilité structurelle a ouvert de nouvelles places pour les classes moyennes et supérieures en parallèle au développement de l'économie du savoir sur le territoire montréalais. Cela signifie qu'on y a observé dans les dernières décennies du XX^e siècle et dans les premières années du nouveau millénaire une forte croissance des positions sociales exigeant des qualifications supérieures.

Montréal est entrée dans la modernité avancée. Une nouvelle hiérarchie organisationnelle et une nouvelle hiérarchie technique dans le monde de la production sont deux des traits structurants de cette modernité. De nouvelles positions sociales se sont alors imposées dans la gestion, dans l'administration, dans le fonctionnement courant des appareils organisationnels, dans le système de production de biens et de services, dans les appareils gouvernementaux, dans la grande distribution tout autant que dans le commerce quotidien, sans oublier les institutions de toute sorte.

D'anciennes strates sociales ont perdu de leur importance – c'est le cas en particulier du milieu ouvrier – et de nouvelles strates sociales ont émergé ou ont gagné en importance, comme le montre la montée en nombre des techniciens qui constituent désormais le cœur des classes moyennes. Enfin, le sommet de la hiérarchie sociale s'est élargi et il est devenu davantage diversifié. D'un côté, les élites typiques du Canada français d'autrefois (avocats, médecins, etc.) ont changé et elles doivent, de l'autre, compter avec l'avènement de nouvelles élites dans les domaines de la gestion, des sciences sociales, de la culture ou des diverses pratiques professionnelles.

La scolarisation des femmes et leur entrée en grand nombre sur le marché du travail ont modifié en profondeur la structure sociale de Montréal et celle de toute la société québécoise. Le nombre de femmes actives sur le territoire du grand Montréal est presque égal au nombre d'hommes et les femmes sont moins concentrées dans des positions sociales autrefois largement féminisées, à l'exception des femmes appartenant aux minorités ethniques et culturelles. Elles ont accentué leur présence tout au long de l'échelle sociale et dans toutes les constellations sociales, pour reprendre l'expression fort juste d'Henri Mendras¹⁸. Bien entendu, on rétorquera que l'accès aux plus hautes positions de pouvoir n'est pas encore égalitaire et que bien des catégories socioprofessionnelles portent l'empreinte du genre, notamment en milieu ouvrier et dans divers types d'occupation (en santé, en éducation et dans le travail de bureau notamment). Cela est juste, mais il faut souligner que l'égalité des conditions, au sens donné à ce terme par Alexis de

18. HENRI MENDRAS, *La Seconde révolution française*, Paris, Gallimard, 1988.

Tocqueville, s'est imposée, au sens où bien des barrières sont tombées et que des programmes divers ont cherché à corriger les déséquilibres entre les sexes, chez les ingénieurs ou les professeurs d'université par exemple. Cependant, l'égalité des résultats laisse à désirer dans plusieurs domaines et types d'emplois précis. Pensons à l'enseignement au primaire qui est délaissé par les hommes ou encore aux emplois dans l'informatique ou en travail social qui se différencient par le genre.

Montréal est un laboratoire fascinant pour l'étude de la mutation macrosociologique en quelques générations seulement. La stratification sociale de la ville a pendant longtemps été structurée selon un clivage linguistique. Les choses ont changé en l'espace d'un demi-siècle avec la quasi-disparition des écarts qui séparaient les deux grands groupements linguistiques qui y cohabitent. Mais il faut tout de suite préciser – comme l'enseignait également Tocqueville – que les sociétés conservent les marques et les traces de leur passé, comme cela se voit dans un certain nombre de différences qui persistent entre francophones et anglophones. Ces clivages selon la langue ont cependant cédé la place à une nouvelle forme de différenciation sociale, cette fois selon l'origine ethnique au sens contemporain du terme.



Remerciements

Je remercie Hubert Doyon, étudiant à la maîtrise en sociologie de l'Université Laval, pour son travail dans le traitement des données statistiques. J'exprime ma gratitude à Andrée Fortin et Fernand Harvey, collègues au sein de la Société des Dix, pour leurs remarques sur une première version de ce texte. Mes remerciements vont enfin au Conseil de recherche en sciences humaines du Canada et au Fonds de recherche Société et Culture pour leur appui financier.